Questions orales

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**LA CONSTRUCTION D'UN PONT—LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE 30 SUR LA RIVE SUD DE MONTRÉAL**

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, il y a environ deux semaines, le ministre des Transports du Canada (M. Bouchard) annonçait à Valleyfield qu'il construirait un pont pour permettre de construire l'autoroute 30 sur la rive sud de Montréal.

Monsieur le Président, depuis 20 ans, nous, les gens d'affaires, les maires, les députés, réclamons cette autoroute essentielle pour le développement de la rive sud. Seul un gouvernement progressiste conservateur pouvait comprendre cette importance parce qu'un gouvernement progressiste conservateur a toujours à l'esprit de promouvoir l'économie et l'emploi. L'autoroute 30 est un élément essentiel de développement de la rive sud de Montréal, et je suis fier d'y avoir participé.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT**LA SITUATION À TORONTO—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE PRENDRE DES MESURES**

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, d'après un sondage publié cette semaine, 38 p. 100 seulement des Ontariens croient qu'un jeune couple peut devenir propriétaire d'une maison. C'est un triste indicateur. La prétendue reprise économique des conservateurs ne permet pas à beaucoup de jeunes Canadiens de réaliser leurs rêves. Un Canadien sur deux est favorable à la remise sur pied du Régime enregistré d'épargne-logement supprimé par les conservateurs et deux sur trois réclament une déduction pour hypothèque pour les aider à financer l'achat d'une nouvelle maison. Pourtant, le gouvernement conservateur n'a rien fait.

Beaucoup d'autres solutions ont été proposées pour remédier à la pénurie de logements à Toronto, mais le gouvernement n'en a pas tenu compte. Il est évident que la politique économique des conservateurs a favorisé les bien nantis et négligé les démunis au cours des quatre dernières années.

L'attitude des conservateurs à l'égard de la pénurie de logements à prix abordables dont souffre le Grand Toronto montre qu'il doit exister, selon eux, deux classes de citoyens. Il est temps que le gouvernement prenne des mesures pour résoudre ce problème à Toronto et dans d'autres grandes villes avant qu'elles ne deviennent un domaine réservé aux seuls riches.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉNERGIE**LA PROPRIÉTÉ DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, l'Agence de surveillance du secteur pétrolier a publié hier un rapport très alarmant sur la baisse du taux de propriété canadienne dans l'industrie du pétrole et du gaz. Le rapport révèle que, depuis 1987, ce taux a baissé de 5 p. 100. En principe, le gouvernement cherche toujours à atteindre un taux de 50 p. 100, mais au lieu d'augmenter, la proportion de propriété canadienne baisse.

Compte tenu de ces chiffres très inquiétants publiés par sa propre agence, qui montrent en fait que le gouvernement encourage la liquidation de nos sociétés, de nos actifs et de nos ressources dans le secteur de l'énergie, qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire en définitive pour renforcer son contrôle et sa protection des biens et des ressources du Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, les allégations du député n'ont aucun fondement, elles sont fausses. Investissement Canada a un point de vue différent sur la situation. Tout dépend en fait de la classification de Husky. De toute évidence, Investissement Canada considère Husky comme une société publique sous contrôle canadien. Si l'ont tient compte de ce fait, les chiffres de l'honorable député sont tout simplement erronés.

L'Agence de surveillance du secteur pétrolier se sert d'un test de contrôle potentiel, tandis qu'Investissement Canada se base sur le contrôle effectif. Les deux organismes ont donc des points de vue divergents. Pour ma part, je préfère la méthode adoptée par Investissement Canada.

Au cours des dernières années, depuis que le gouvernement est au pouvoir, le rôle de l'industrie pétrolière s'est renforcé. Nous avons réparé les graves dégâts infligés au secteur pétrolier par le Programme énergétique national.

Le député se rend compte, j'en suis sûr, des difficultés que Dome a connues comme conséquence directe de la politique de l'ancien gouvernement. Il ne devrait pas trouver de réconfort dans cette situation.

M. Axworthy: Monsieur le Président, nous savons à quel point nous pouvons faire confiance à Investissement Canada. Elle a reçu 443 demandes d'acquisitions et en a approuvé 443. Cela revient à une véritable liquidation d'actifs canadiens valant 36 milliards de dollars depuis la création de l'Agence.

LE PROJET DE VENTE DE TEXACO CANADA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, il n'est pas étonnant que le vice-premier ministre désavoue l'Agence de surveillance du secteur pétrolier de son propre gouvernement. Elle dit la vérité et décrit les choses telles qu'elles sont. C'est là le problème. Par conséquent, je tiens à poser la question suivante au ministre.